

L'inclusion sociale peut-elle profiter aux écosystèmes ?

Concilier enjeux sociaux et environnementaux grâce à une meilleure gestion des aires marines protégées (AMP) en Indonésie

L'intégration des populations locales et enjeux socio-économiques à la gestion des aires marines protégées (AMP) permettraient d'en améliorer l'efficacité et de mettre en œuvre des actions de conservation plus équitables et durables. Cela se traduirait par une amélioration directe des indicateurs biologiques, comme la richesse spécifique, l'abondance des espèces et l'état des habitats naturels. Mais pour ce faire, les gestionnaires d'AMP en Indonésie doivent développer des compétences sociales. Les agents en exercice, généralement spécialisés dans les sciences naturelles ou l'écologie, doivent donc être formés à ces questions sociales. Dans cette optique, le SMERU – un institut de recherche indonésien – a développé une « boîte à outils » pour sensibiliser

et former les gestionnaires d'AMP en Indonésie. Cet instrument propose des approches utilitaires pour renforcer l'implication des populations dans la conservation. Ce travail a été mobilisé par le ministère indonésien chargé des AMP lors d'une première formation pilote organisée pour ses gestionnaires, préfigurant ainsi un recours plus systématique et plus opérationnel à une approche socio-économique de la conservation marine.

Auteurs

Muhammad SYUKRI (SMERU)
Emmanuel FOURMANN (AFD)
Oskar LECUYER (AFD)



Source : auteurs (données : ministère indonésien des Affaires maritimes et de la Pêche).

L'Indonésie est un vaste État archipélagique engagé dans la protection des écosystèmes marins, dont la population dépend fortement.

L'Indonésie est un archipel de l'océan Indien composé de 17 500 îles. Avec 54 716 km de littoral (c'est plus que la longueur de l'équateur et le 3^e plus long au monde), elle abrite une zone économique exclusive de 6 millions de km² (la 6^e plus vaste au monde). Par ailleurs, l'Indonésie compte 280 millions d'habitants, dont la moitié est concentrée sur l'île de Java. Au total, la population occupe 921 îles, ce qui laisse plus de 95 % des îles inhabitées. Pour bien montrer l'importance des zones côtières, plus de 180 millions de personnes, soit plus de 65 % de la population totale, vivent sur les côtes. L'Indonésie abrite aussi 10 % des récifs coralliens du monde et 20 % de l'ensemble des forêts de mangroves. Plus de 6 millions de personnes sont directement employées dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture.

Ces écosystèmes côtiers sont menacés par divers facteurs, d'ordre démographique et économique : croissance démographique, érosion des sols, espèces envahissantes et pratiques de pêche destructrices. Cette pression exercée sur les environnements marins est aggravée par le développement du tourisme balnéaire, une gestion limitée des déchets et des eaux usées, la pollution industrielle et agricole, les débris plastiques marins et la surexploitation des ressources marines.

Les AMP constituent, avec l'éducation, la sensibilisation et l'amélioration des pratiques de toutes les parties prenantes, l'un des rares outils disponibles pour faire face à ces enjeux. Dans plusieurs déclarations, l'Indonésie s'est engagée à

développer les AMP^[1]. À ce jour, le pays a déjà placé sous protection environ 30 millions d'hectares marins et s'est fixé un objectif national de 32,5 millions d'hectares d'ici 2030. Les AMP offrent de nombreux bénéfices. En conservant la biodiversité et le paysage, elles favorisent la pêche durable et le tourisme côtier. En protégeant les zones d'habitat, comme les récifs coralliens et les mangroves, elles facilitent la reproduction et la capture des poissons. Elles augmentent également la résilience face au changement climatique, en renforçant les écosystèmes et en atténuant l'impact des phénomènes extrêmes, notamment des tsunamis dans cette zone à forte activité sismique.

En Indonésie, les AMP sont gérées soit au niveau central, soit au niveau local : les AMP nationales sont gérées par l'administration centrale et les AMP locales sont gérées par les gouvernements des provinces. Depuis 2014, la gestion tend à se centraliser. La réglementation nationale précise que chaque AMP doit comporter au moins quatre zones : une zone centrale où la pêche est interdite ; une zone de pêche durable ; une zone d'exploitation ; et d'autres zones non spécifiées. Les instances nationales et provinciales de gestion des AMP établissent les règles et réglementations techniques du plan de gestion des AMP sur la base de ce zonage.

[1] « Nous sommes déterminés à atteindre l'objectif d'une superficie de 32,5 millions d'hectares d'aires de conservation marine d'ici 2030. En 2021, nous sommes parvenus à protéger une zone de 28,1 millions d'hectares, soit 86,5 %. Nous sommes optimistes quant à la tenue de nos engagements en 2030 », avait déclaré le président Joko Widodo dans une allocution lors du One Ocean Summit en 2022. Le président Widodo avait également évoqué l'engagement indonésien à réduire de 70 % les déchets plastiques marins d'ici 2025, avant d'ajouter : « L'écosystème de la mangrove représente également un enjeu pour nous. Nous visons la réhabilitation de 600 000 hectares de mangroves d'ici 2024. Nous sommes convaincus que tous ces efforts auront un impact, non seulement, sur la préservation de l'environnement marin et le développement durable, mais aussi, sur le changement climatique » (traduction des auteurs). Pour en savoir plus : Office of Assistant to Deputy Cabinet Secretary for State Documents and Translation. 2022. "Indonesia Reinforces Commitment in Marine Protection". *Cabinet Secretariat of the Republic of Indonesia*, 11 février 2022. <https://setkab.go.id/en/indonesia-reinforces-commitment-in-marine-protection/>.

Les villages côtiers situés à proximité des aires protégées présentent des niveaux de pauvreté et d'inégalités plus élevés.

La pauvreté et les inégalités, surtout entre les ménages ruraux et urbains, et entre les régions, sont des problèmes sociaux persistants en Indonésie (LPEM FEB UI 2023). L'incidence de la pauvreté a diminué de façon régulière au cours des deux dernières décennies. Dans les villages indonésiens, elle est passée de plus de 23 % en 1999 à environ 10 % en 2017, et avoisine 8 % en 2024. Toutefois, les inégalités tendent à se maintenir, voire à augmenter dans les zones côtières, comme le montre le coefficient de Gini.

Les zones côtières abritent 15 % des villages indonésiens et 63 % des districts/municipalités. Si certains villages côtiers font partie des plus riches d'Indonésie, surtout dans les zones touristiques, ils comptent aussi parmi les plus inégalitaires. Des niveaux de vie traditionnels y côtoient des modes de vie modernes qui bénéficient de revenus très élevés selon les standards mondiaux. Élément fondamental dans les zones côtières, les retombées économiques du tourisme (41 milliards de dollars ; 4,1 % du PIB ; plus de 12 millions d'emplois) profitent de manière inégale à la population.

Les AMP ont tendance à être créées dans les zones où la biodiversité est intacte, c'est-à-dire, dans lesquelles l'activité économique et la densité de pollution sont les plus faibles. Il s'agit souvent de zones retirées, pauvres et sous-développées. Dans les villages situés à proximité des AMP, la pauvreté diminue relativement lentement, et les inégalités (mesurées par l'indice de Gini) tendent à augmenter.

En plus de taux de pauvreté et d'inégalité élevés, les villages au voisinage des AMP ont également un accès plus limité à divers équipements, infrastructures et aides financières pour différents types de services ou aménagements publics. Les données montrent que les foyers résidant à proximité des AMP ont un moindre accès aux services d'assainissement, aux réseaux téléphoniques et aux banques de crédit communautaires, par rapport aux chiffres nationaux ou aux villages non AMP. Par ailleurs, le taux de couverture par une assurance santé financée par le gouvernement y est légèrement inférieur et le nombre de sage-femmes, principales prestataires de soins d'un village, moins élevé que dans les villages non AMP. Toutefois, le taux de scolarisation aux différents niveaux d'instruction est comparable, voire supérieur.

L'agrégation des dimensions écologique, économique et sociologique renforce la conservation marine.

Les AMP peuvent être très avantageuses pour les communautés riveraines, car elles augmentent l'offre de services écosystémiques en matière d'alimentation et de santé et créent de nouvelles opportunités économiques, comme l'écotourisme. La réciproque est également vraie : de nombreuses études montrent que la conservation écologique est plus efficace si les communautés locales sont impliquées, informées et intégrées (Syukri 2022), ce qui relève d'un positionnement, à la fois éthique et stratégique.

D'une part, les communautés locales entretiennent généralement un lien fort avec leur environnement, leurs conditions de vie étant directement affectées par les restrictions liées à la protection de l'environnement (zones de pêche interdite, plantes et animaux protégés, accès restreint). Sur le plan éthique, il est important, lors de la création, et en cours de gestion des AMP, de recueillir leur parole et d'en tenir compte dans le processus de décision. Dans le cas de communautés autochtones, la relation et le lien avec la nature est d'autant plus fort, qu'il touche parfois à leur univers spirituel et cosmologique. La collaboration a également un aspect pragmatique, car la communauté locale doit être la première alliée de la gestion d'une AMP. Si l'on ne parvient pas à la convaincre de soutenir l'AMP, elle constituera d'emblée une menace pour son succès.

Si les gouvernements des districts et des municipalités n'ont pas pour mission de gérer les AMP, ils sont en charge de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans les zones côtières. Ils exercent leur autorité sur le développement local et y consacrent des moyens importants. En coordonnant leurs actions avec le programme AMP géré par la province, leur participation rendrait les AMP plus efficaces dans le renforcement de la capacité d'action des communautés locales.

Pour augmenter l'efficacité des AMP dans la réduction de la pauvreté et des inégalités, les directives politiques doivent tenir compte de ces questions. Toute réglementation affectant les conditions de vie et les moyens de subsistance des communautés côtières doit être préparée avec soin, et avec la participation active de tous les villages voisins. La réglementation doit aussi intégrer explicitement les questions d'inégalités et de pauvreté.

Une meilleure gouvernance pour une conservation plus efficace : outils et formation

Au niveau international, la gestion des AMP a beaucoup évolué. Si l'Indonésie ne les a pas encore totalement adoptées, des approches plus intégrées se sont développées. Au-delà de la seule conservation de la biodiversité et l'écologie, elles prennent aussi en considération le souci des personnes résidant à proximité des AMP et leurs intérêts.

En intégrant les populations locales et les enjeux socio-économiques à la gestion des AMP, les actions de conservation peuvent être améliorées vers plus :

- d'efficacité : si les populations locales participent, elles peuvent améliorer le suivi et le contrôle, et veiller au respect des restrictions d'exploitation ;
- d'équité : les retombées économiques des AMP (tourisme et pêche) peuvent être partagées avec la population côtière ;
- de durabilité, car les populations locales dépendent généralement des écosystèmes pour subvenir à leurs besoins ; ainsi, une meilleure conservation biologique préserve leurs moyens de subsistance et leur bien-être.

Souvent issue d'un cursus en biologie ou écologie, la plupart des gestionnaires d'AMP en Indonésie dispose d'outils et d'objectifs précis en matière de conservation écologique. Pour autant, ils peinent à tenir compte des communautés locales qui dépendent fortement de ces

ressources marines, et peuvent avoir des difficultés à appréhender les questions sociales ou économiques. Ils doivent donc être spécifiquement recrutés en considérant leurs compétences sociales et être formés à la question des inégalités et de la pauvreté, par exemple concernant le renforcement des capacités et le développement des communautés, la résolution de conflits, etc.

Avec le soutien de l'AFD, le SMERU a mené une étude mobilisant une approche qualitative et quantitative, afin d'examiner le rôle joué par les AMP indonésiennes dans la lutte contre les inégalités et la pauvreté (*ibid.*), en s'appuyant sur trois études de cas (voir carte 1). L'objectif de ce travail est de décrire la situation actuelle, d'identifier les bonnes pratiques permettant de répondre simultanément aux enjeux sociaux et environnementaux associés à la conservation marine, afin d'améliorer à la fois les conditions de vie des communautés locales et les performances écologiques.

Bien que la gouvernance des AMP favorise des activités productives, telles que la pêche durable, l'aquaculture et le tourisme, leur mode de gestion laisse encore de côté d'importantes questions sociales, comme la réduction des inégalités et de la pauvreté, par ailleurs, absentes des principales réglementations techniques relatives à la gestion des AMP. De même, la principale plateforme de suivi et d'évaluation des AMP, EVIKA, dispose d'indicateurs socio-économiques très limités pour mesurer les performances de gestion des AMP. Enfin, les entretiens menés dans le cadre de l'étude montrent que la plupart des gestionnaires d'AMP, aussi bien au niveau national que local, ne considèrent pas les aspects socio-économiques en général, et les inégalités et la pauvreté en particulier, comme des objectifs primordiaux de la gestion des AMP.

À l'aune de ce diagnostic, et compte tenu de l'importance de l'économie bleue pour l'Indonésie, le SMERU, avec le soutien de l'AFD et de la facilité de recherche de l'Union européenne sur les inégalités, a développé une « boîte à outils pour intégrer le bien-être des personnes en situation

de pauvreté et la réduction des inégalités dans la gestion des aires marines protégées ». Ce kit met à disposition des outils pratiques et pragmatiques pour intégrer la réduction de la pauvreté et des inégalités dans plusieurs processus de gouvernance des AMP, tels que l'élaboration d'une base juridique pour les AMP, la planification et la budgétisation participatives, la constitution de réseaux, le suivi et l'évaluation.

La boîte à outils aborde divers aspects, parmi lesquels :

- L'élaboration de la base juridique d'une AMP et des réglementations applicables ;
- La proposition, la création et la spécification de nouvelles AMP ;
- La planification et la budgétisation des activités d'une entité AMP ;
- L'exécution des activités ;
- Le développement du réseau des AMP ;
- Le suivi et l'évaluation des performances des AMP.

Cette boîte à outils offre des méthodes concrètes pour impliquer les populations côtières et les parties prenantes dans la gouvernance des aires marines protégées, notamment pour édicter les règles, délimiter les zones (zone tampon, zone centrale) et planifier les activités et les dépenses. Cet instrument a pour but d'aider les gestionnaires d'AMP à identifier les enjeux, les acteurs et les facteurs d'influence au service d'une meilleure conservation biologique.

Cet outil pratique sera bientôt disponible en ligne (en bahasa indonesia et en anglais) et en accès libre pour tous les gestionnaires d'AMP et les autres parties prenantes concernées par les aires marines protégées. En parallèle, ce manuel a été testé lors d'une formation pilote organisée en avril 2025 par le ministère indonésien des Affaires maritimes et de la Pêche (*Kementerian Kelautan dan Perikanan [KKP]*) – en charge de la plupart des AMP. À l'avenir, il a l'ambition de faire évoluer le profil et le recrutement des gestionnaires d'AMP, au-delà des seuls aspects biologiques.

Bibliographie

Hanri, Muhammad, Andhika Pratama, Lili Yunita, Atiqah Siregar, Chairina Siregar, Wildan Anky et Oskar Lecuyer. 2023. *The Benefits of Marine Protected Areas in Fighting Inequality and Fostering Environmental Sustainability in Indonesia*. Papiers de recherche 232. Paris : Éditions Agence française de développement.

LPEM FEB UI. 2023. *The Inequality Diagnostic Report: Indonesia*. N. L. : BPS-Statistics Indonesia, LPEM FEB UI, AFD.

Rahman, Muhammad Khalilur, Muhammad Mehedi Masud, Rulia Akhtar et Mohammad Mainul Hossein. 2021. "Impact of Community Participation on Sustainable Development of Marine Protected Areas: Assessment of Ecotourism Development". *International Journal of Tourism Research* 24 (1) : 33–43.

Syukri, Muhammad, Sulton Mawardi, Lia Amelia, Annabel Noor Asyah et Made Anthony Iswara. 2024. *Balancing Conservation and Community Welfare: Enhancing the Management of Marine Protected*

Areas in Indonesia. Papiers de recherche 308. Paris : Éditions Agence française de développement.

Syukri, Muhammad. 2022. "Participatory Governance in New Developmental State: Assessing its Efficacy". Thèse de doctorat. University of Western Australia.

Triyanti, Annisa, Mochamad Indrawan, Laely Nurhidayah et Muh Aris Marfaei (dir.). 2023. *Environmental Governance in Indonesia*. Cham : Springer Nature.

Agence française de développement (AFD)
5, rue Roland Barthes | 75012 Paris | France
Directeur de la publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio
Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils
Conception et réalisation PUB
Traduction Cadenza Academic Translations

Dépôt légal 3^e trimestre 2025 | ISSN 2271-7404
Crédits et autorisations
Licence Creative Commons CC-BY-NC-ND
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>
Imprimé par le service de reprographie de l'AFD.

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'AFD ou de ses institutions partenaires.

